En guise d'introduction
La paix par la globalisation

Jacques Fontanel
Professeur à l'université Pierre Mendès France de Grenoble

Avec la nouvelle guerre qui s'annonce en Irak, le développement violent des conflits ethniques et une globalisation de plus en plus contestée, une réflexion d'ensemble sur l'évolution du monde s'impose. Or, les économistes se sont souvent cantonnés dans des réflexions abstraites, parfois sans rapport étroit avec les événements politico-économiques de notre temps. Pourtant, aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, ils étaient de grands philosophes, d'Adam Smith à Stuart Mill en passant par Karl Marx. Puis, dans un souci de précision et de rigueur scientifique, ils ont privilégié les réflexions quantitatives et mathématiques, en appliquant un paradigme d'hypothèses convenues restrictives. Aujourd'hui, avec la globalisation, la transition ou les conflits guerriers, les discours des économistes font à nouveau appel aux réflexions philosophiques, politiques et éthiques. Ils recommencent à se préoccuper des relations étroites entre leurs connaissances scientifiques et les considérations politico-stratégiques de court ou moyen terme qui transforment les conditions économiques du processus de la globalisation. Par exemple, l'association ECAAR (Economists allied for arms reduction) se propose de promouvoir d'abord la paix et la lutte contre la pauvreté. Elle comprend plusieurs prix Nobel d'économie, comme Kenneth Arrow, Douglas North, Lauwrence Klein, Amartya Sen ou Franco Modigliani, et des économistes aussi connus que J. K. Galbraith (dont le fils James est le président de

ECAAR), Michael Intriligator ou Jeffrey Sachs. Ce mouvement cherche à regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques non xénophobes ou racistes pour soutenir toutes les forces de paix, notamment dans l'ordre économique. Si l'étude de ce courant de pensée plus philosophique que scientifique est intéressante, elle ne suffit évidemment pas à épuiser les questions géoéconomiques de la mondialisation, du couple guerre-paix et de la sécurité internationale.

Les clivages politiques ont peu d'effets sur les études économiques entreprises, au regard de l'importance des conceptions théoriques divergentes qui caractérisent la discipline économique. Il existe au moins cinq courants de pensée, qui cohabitent dans le souci d'éviter qu'une course aux armements auto-entretenue ne conduise à une guerre cataclysmique.

La globalisation, facteur de paix

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation (comme Jeffrey Sachs ou Robert Solow), les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'État. Dans cette logique, le politique devrait s'effacer progressivement devant les impératifs économiques, ce qui répondrait à la volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base ont dès lors accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'État, et donc toute manifestation de « guerre économique » (Paul Krugman) et même de guerre tout court. La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché.

La lutte des classes

Le courant marxiste transpose l'analyse de la lutte des classes au niveau international, faisant de ce principe fondateur l'explication des conflits internationaux, quelle que soit leur nature. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise, à l'exploitation des travailleurs et, par extension, à celle des nations les moins industrialisées. Autrement dit, les conflits et la guerre des classes et des nations sont inscrits dans les fibres même du capitalisme. La revendication de la paix internationale passe par le respect des valeurs collectives et le refus de tous les asservissements, de toutes les dominations. Si cette pensée n'est pas vraiment développée en

Amérique du Nord, elle n'en est pas moins encore largement véhiculée par l'idéologie marxiste, présente surtout dans la version française de ECAAR (les militants du parti communiste, notamment) et celle de Grande-Bretagne (Paul Dunne ou Ron Smith). Cependant, dans un essai provocateur, l'Américain John Kenneth Galbraith a mis en évidence l'intérêt indéniable pour l'économie américaine de la menace de guerre, comme si le développement de cette dernière dépendait, au moins en partie, de la peur des conflits armés et de la recherche excessive de sécurité. La course aux armements est un facteur de cohésion sociale dans des sociétés marchandes profondément inégalitaires. Elle est aussi un facteur important de l'hégémonie des pays les plus développés, et notamment des États-Unis (Claude Serfati).

La place des États

Pour Reich, conformément à la politique de Bill Clinton (dont il était l'un des conseillers les plus écoutés), un pays doit être conduit comme une entreprise, dans ses relations de concurrence et de compétition. La désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Par une politique industrielle adaptée, les États-Unis sont destinés à être le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, dans le cadre d'une paix internationale « contrôlée » (Ann Markusen). Dans cette perspective, les États cherchent à promouvoir leurs intérêts propres sur la scène mondiale, mais l'exemple de la société américaine, fondée sur la démocratie et la liberté, constitue un facteur de paix internationale. Cette conception, qui fait l'hypothèse du caractère progressiste de la société américaine, est souvent partagée par les économistes d'outre-Atlantique, quelles que soient par ailleurs leurs analyses théoriques. Le désarmement conduit à une amélioration des conditions de vie, à condition de réussir le processus de la conversion (Roland de Penanros).

La domination des riches

De nombreux économistes, notamment ceux des pays en développement (comme Amartya Sen) ou des économies en transition (comme Stanislav Menschikov), contestent cette position. Pour eux, la mondialisation, facteur de conflit, n'est trop souvent (mais pas seulement) que l'expression économique de la domination des pays riches, au détriment des peuples pauvres et des exclus. Le conflit militaire est remplacé par la guerre économique, qui est d'abord et avant tout un problème de puissance s'exprimant dans toutes les dimensions de la vie sociale et culturelle. La volonté de développement économique au détriment des autres nations peut se traduire par des stratégies d'exportations paupérisantes, ou de type *beggar-thy-neighbour* (dépouilles ton voisin), ou encore de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies etc.) constituent un instrument de puissance incontestable. L'idéologie de la mondialisation par le marché n'est en réalité que la mise en évidence de la pensée dominante, dont l'objectif est le maintien, sans coercition, de l'hégémonie américaine.

Dans ces conditions, la conquête des marchés se substitue, au moins partiellement, à l'invasion territoriale. Il s'agit d'une guerre permanente, engagée par les nations et leurs entreprises, en vue d'un partage plus favorable de la production mondiale en faveur des intérêts nationaux. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques, le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de « monopoles » sont autant d'armes aussi destructrices qu'efficaces pour la recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des États qui les utilisent. La résurgence du

protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Les firmes multinationales, qui appartiennent le plus souvent aux États membres de la Triade, participent au processus de régionalisation économique, car elles restent attachées à leur pays d'origine. Dans ce système de blocs pratiquant entre eux un commerce « administré », la compétition n'est plus militaire mais économique (Jacques Fontanel). L'État est alors sollicité pour pallier la faible compétitivité de l'économie nationale, en assurant notamment la diffusion des technologies militaires vers le secteur civil. Il est alors impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire.

La guerre est aussi économique

Le renouveau de l'analyse institutionnaliste et historique met en évidence le fait qu'il n'existe pas un mais plusieurs types de capitalismes, plus ou moins bien adaptés à la guerre économique. Ces analyses ont, en leur temps, défendu la thèse du déclin du modèle anglo-saxon de capitalisme, et donc de l'économie américaine, sauf en cas de renouvellement (Kenneth Galbraith ou Lester Thurow). Le lien entre les secteurs économique et militaire joue un rôle essentiel pour la puissance économique nationale, mais ce sont les pays qui perçoivent les enjeux de la « guerre économique » qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence économique internationale (Jean-Paul Hébert). La réflexion sur les formes possibles de capitalisme reste fructueuse pour expliquer l'évolution de la concurrence internationale et la recomposition des relations économiques internationales, selon des modes plus ou moins conflictuels (Douglas North). La question qui se pose est de savoir s'il faut développer des biens publics internationaux (Jurgen Brauer), notamment celui de la sécurité mondiale, par la réduction progressive des

dépenses militaires (Lloyd Dumas). La fin du XX^e^ siècle est ainsi marquée par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et la puissance militaire nationales. Le rôle que doit jouer l'État à ce niveau est discuté, renouvelant ainsi l'opposition existant au XVIII^e^ siècle entre les mercantilistes et les partisans du laisser-faire. L'économie constitue parfois une arme au service de la puissance étatique et la concurrence internationale, avec les morts de la misère dans un monde de richesses, s'apparente parfois à une guerre. Autrement dit, les conflits prennent des formes multiples qui rendent très opaques l'analyse de la distribution des pouvoirs réels et des richesses.

Le refus de la guerre

Compte tenu de l'importance des divergences entre les membres de l'Association, on peut bien se demander ce qui réunit encore ses membres sur la question cruciale de la mondialisation, si ce n'est le refus de la guerre et des conflits. Les réponses sont simples :

– D'abord, une guerre mondiale aurait des conséquences épouvantables pour l'humanité ; dans ces conditions, il faut certes rechercher les causes théoriques des conflits, mais aussi empêcher, autant que faire se peut, la réalisation guerrière de ces derniers. En outre, la course aux armements constitue un acte contre-économique, en ce sens qu'elle accroît les coûts et réduit le bien-être, tout en ne fournissant pas une amélioration du besoin de sécurité; dans ces conditions, il est nécessaire d'inciter les États en situation de belligérance à négocier une réduction de la charge du fardeau. Enfin, la recherche de la paix passe aussi par le refus des dominations, des inégalités excessives et de la pauvreté mondiale.

– Pour Amartya Sen, il n'existe pas de « choc des civilisations ». Les hommes sont pluriels, ils ne peuvent pas se résumer à une seule caractéristique, qu'elle soit religieuse, politique, économique, culturelle ou morale. Dans ces conditions, il est préférable de ne pas généraliser et réifier l'homme, dont les multiples dimensions sont, au fond, un bouclier contre les guerres. À la suite, Xavier Greffe s'interroge sur une analyse économique de l'exception culturelle dans le cadre du processus de globalisation Pour lui « la globalisation fait peser de lourdes menaces sur les références culturelles, sans même leur donner la possibilité de dialoguer et de s'enrichir mutuellement ». Il appelle de ses vœux un retour des économistes à l'analyse des valeurs, s'ils ne veulent pas que leurs études techniques ne deviennent pas insignifiantes. Enfin, Jacques Fontanel et Fanny Coulomb s'interrogent sur l'avenir de « l'empire américain », souvent vilipendé et annoncé en déclin. Ils considèrent que les États-Unis sont à un tournant de leur histoire avec la solution apportée à la crise irakienne. Si le Président Busch ne reçoit pas suffisamment de soutien international dans cette guerre qui s'annonce, le résultat immédiat risque de cacher les conséquences à plus long terme. Ce conflit risque de semer les germes d'un antiaméricanisme violent, que seule une politique de puissance militaire et de sécurité internationale continue pourra contenir, au prix toutefois d'un fardeau militaire croissant.

– Pour Kenneth Arrow, la globalisation est un phénomène vieux comme le monde, dont seule l'expression est originale aujourd'hui. Si le processus de mondialisation présente d'incontestables dangers, les avantages qui peuvent en être retirés dépassent largement les inconvénients. Il faut seulement engager un processus de contrôle démocratique et considérer que le gouvernement des États-Unis a toujours eu une aversion pour les conflits. Un optimisme mesuré en découle. Pour Claude Courlet et Jacques Fontanel, la globalisation d'aujourd'hui se caractérise par la domination des valeurs marchandes, la

standardisation de l'information et les disparités du savoir, l'uniformisation des cultures, l'essor de la criminalisation et du terrorisme, la fin du travail industriel et des solidarités sociales, les menaces contre les écosystèmes et même la démocratie et la persistance de la pauvreté et du sous-développement. La globalisation présente des avantages économiques non négligeables, mais ce n'est certainement pas une panacée. Les avantages économiques globaux ne doivent pas faire oublier les « déviances » du système et le lot de souffrances quotidiennes des nombreux exclus de la globalisation.

– La question de la paix n'a pas toujours préoccupé les économistes. Jurgen Brauer s'interroge sur la production de la paix comme bien public mondial. L'application des concepts, analyses et techniques économiques permet de comprendre le coût de la défense, les comportements de type « passager clandestin », les externalités positives ou négatives de la pacification des territoires voisins et les conditions de réalisation de la paix dans une situation d'information imparfaite. Nadège Alfred-Sheehan souligne l'importance du maintien de la paix pour le développement. Les opérations de *peacekeeping*, véritables facteurs de développement économique, engagées par l'Organisation des Nations Unies sont importantes, mais, coûteuses, elles fragilisent souvent le pouvoir de l'ONU du fait des retards de paiement, volontaires ou non, des principales puissances mondiales. Enfin, Lauwrence Klein propose une réponse macroéconomique à la guerre. Aujourd'hui, les dividendes de la paix ont disparu et les dépenses militaires augmentent, au moins aux États-Unis. Or, ce type de dépense ne construit pas le futur et l'économie américaine risque de perdre son attraction dominante. L'incertitude qui plane sur les objectifs militaires américains rend plus erratique l'évolution des variables macroéconomiques. Ainsi, le fameux bouclier de défense contre les missiles nucléaires « apparaît être un faux objectif, très onéreux en termes d'usage de ressources

et il ne peut espérer produire des effets économiques intéressants, excepté à court terme pour l'augmentation de l'activité économique et du nombre d'emplois ».

Alors que la globalisation devait entraîner le désarmement, la grande puissance économique s'engage dans un effort militaire considérable. Le désarmement est en péril. Les États-Unis sont engagés dans une nouvelle course aux armements destinée à améliorer leur sécurité. Compte tenu de l'avance militaire dont ce pays dispose, le reste du monde commence à s'inquiéter de cette tendance hégémonique.

IDENTITÉ ET CONFLIT
EXISTE-T-IL UN CHOC DES CIVILISATIONS ?[1]

Amartya Sen
Prix Nobel d'économie

Les épouvantables événements du 11 septembre 2001 n'ont pas seulement annoncé une terrible période de conflits et de méfiance dans le monde, mais ils ont aussi conduit à une recherche intense sur les origines de ces confrontations et conflits globaux. Alors que les opérations d'Al Qaïda et ses organisations affiliées fournissent, à un niveau immédiat, une interprétation de ces terribles événements, un besoin naturel de recherche d'explication plus profonde et moins *ad hoc* a été ressenti. C'est ainsi qu'on a vu ressurgir, un nouvel intérêt pour la vieille thèse du « choc des civilisations » dans le monde, thèse longtemps populaire sous une forme rudimentaire. Elle a reçu un soutien précis et puissant dans l'impressionnant ouvrage que Samuel Huntington[2] a publié cinq ans avant les événements meurtriers de New York. En effet, de nombreux commentateurs influents ont été tentés de voir un lien fort entre les divisions conceptuelles (spécialement sur la base

1. Exposé présenté à l'université Pierre Mendès France de Grenoble le 14 octobre 2002, à l'occasion du Doctorat *Honoris Causa* décerné à Amartya K. SEN. Il reprend le thème de présentations antérieures faites à l'université de Tokyo et à l'université de Californie à Santa Cruz, mais aussi à Londres pour le premier *St. Paul's Ethic Lecture*.

2. Huntington S. P. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon and Schuster.